

■ Les Nations unies sonnent l'alerte: les pénuries d'eau, qui touchent déjà entre deux et trois milliards de personnes dans le monde, vont s'aggraver dans les décennies à venir.

■ Pour l'éviter, la coopération internationale doit être renforcée.

# L'eau, une ressource en voie de disparition



Des femmes récupèrent de l'eau d'un puits à Jaisalmer, en Inde.

J'adore l'eau. Dans 20 ou 30 ans, y'en aura plus", assurait Jean-Claude Van Damme en 2010 dans une séquence devenue culte. À l'instar de l'acteur belge, de très nombreux scientifiques – bien plus sérieux – alertent depuis des années sur la crise de l'eau à venir. Première réunion de ce type depuis 1977, une Conférence des Nations unies sur l'eau débute à New York ce 22 mars, date de la Journée mondiale de l'eau. Plusieurs rapports ont été publiés en amont afin de servir de base aux discussions. Ils sont unanimes et dressent un constat alarmant: l'humanité fait face à un risque imminent d'une crise mondiale de l'eau.

En 2010, entre 32 et 46% de la population mondiale vivait dans des zones où le stress hydrique atteignait un niveau élevé ou critique au moins un mois par an. Près de 80% de ces personnes vivaient en Asie, plus particulièrement dans le nord-est de la Chine, en Inde et au Pakistan. Selon le rapport de l'Unesco (l'organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture), "la population urbaine mon-

diale confrontée au manque d'eau devrait doubler, passant de 930 millions en 2016 à 1,7-2,4 milliards de personnes, soit un tiers à près de la moitié de la population urbaine mondiale, en 2050".

## Catastrophe hydrique

Dans un rapport publié ce lundi 20 mars, l'Unicef a identifié de son côté dix pays – tous situés en Afrique subsaharienne – qui sont confrontés à trois menaces liées à l'eau: l'inadéquation des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène (EAH); les maladies résultant de cette situation; et les aléas climatiques. "La charge de morbidité qui en découle chez les enfants de moins de 5 ans et la fragilité croissante face aux menaces climatiques, se concentre essentiellement dans une poignée de pays", note le rapport de l'ONG. Bénin, Burkina Faso, Guinée ou encore Mali... Près de deux décès sur cinq dus à des services EAH ina-

déquats ont lieu dans ces pays qui, au total, abritent un total de plus de 190 millions d'enfants confrontés à ce triple fardeau.

"L'Afrique fait face à une catastrophe hydrique. Si les chocs liés à l'eau et aux changements climatiques se multiplient à l'échelle mondiale, aucun autre continent ne présente une conjugaison

de risques aussi dangereuse pour les enfants", déclare Sanjay Wijesekera, Directeur des programmes à l'Unicef. "Les tempêtes et les inondations dévastatrices, ainsi que les sécheresses sans précédent, détruisent les installations et les habitations, contaminent les ressources en eau, génèrent des crises alimentaires et propagent les maladies. Alors que les conditions actuelles sont déjà extrêmement difficiles, si nous n'agissons pas de toute urgence, l'avenir pourrait être bien plus sombre encore."

## Des progrès trop lents

Les auteurs du rapport des Nations unies estiment quant à eux que

2 milliards de personnes (soit 26% de la population) sont privées d'accès à l'eau potable et 4,6 milliards de personnes (46%) n'ont pas accès à un système d'assainissement géré de manière sûre. Ils font également le point sur les progrès accomplis dans la réalisation des cibles de l'Objectif de Développement Durable 6 pour l'eau potable et l'assainissement. "À la cadence actuelle, la réalisation des cibles de l'ODD 6 n'est pas en bonne voie: dans certains domaines, le rythme de mise en œuvre doit être multiplié par quatre, voire plus", alertent-ils.

De l'irrigation des terres agricoles à l'approvisionnement en eau potable des villes, en passant par la gestion des fleuves: presque toutes les interventions liées à l'eau impliquent une certaine forme de coopération, souligne le rapport. Or, selon l'Onu, la coopération internationale pourrait justement être la clé de l'accès à l'eau pour tous et être le seul moyen d'éviter une crise mondiale dans les décennies à venir. "La coopération permet d'améliorer la gouvernance de l'eau et la prise de décisions dans ce domaine, d'inciter à l'élaboration de solu-

## 1,7 à 2,4

milliards de personnes appartenant à la population urbaine mondiale risquent d'être confrontées au manque d'eau d'ici à 2050



© ZOOMAR.COM/VALESARTELDZ

# Stop aux étiquettes “vertes” trompeuses

**Environnement** La Commission européenne veut bannir le “greenwashing” dans les étiquettes. Elle avance aussi dans le “droit à la réparation”.

Rendre la réparation des appareils plus facile, accessible et attrayante aux yeux du consommateur : la Commission européenne a adopté mercredi dans ce but une proposition de directive visant “à faire du droit à la réparation une réalité”, selon le commissaire Didier Reynders. Le texte doit encore faire son chemin au Parlement européen et au Conseil (États membres). Concrètement, même au-delà de l’expiration de la période de garantie légale des produits, les producteurs de biens identifiés comme “techniquement réparables” seront obligés de proposer des options de réparation si c’est faisable. En fonction du type de produit, cette obligation couvrirait 5 à 10 ans à partir de l’achat. Les machines à laver, lave-vaisselle, frigos, aspirateurs, téléviseurs figurent parmi les produits concernés et les smartphones s’ajouteront bientôt.

*“Une banane neutre en CO<sub>2</sub>, cela n’existe pas.”*

Bureau européen des unions de consommateurs

*“Imaginez que votre machine à laver tombe en panne au bout d’un an, illustre Didier Reynders. Pendant la période de garantie légale de deux ans, vous avez le droit de demander au vendeur de réparer le problème gratuitement, car vous avez payé pour une machine à laver en état de marche. Avec notre initiative, nous exigerons des vendeurs qu’ils réparent lorsque la réparation est moins chère ou coûte le même prix qu’un remplacement. Et si le problème survient après la garantie de deux ans ou qu’il n’est pas couvert par celle-ci, car vous avez endommagé votre linge par accident, la règle sera claire, le producteur ne pourra plus refuser de la réparer. Sauf si c’est techniquement impossible.”*

La moitié des allégations “vagues, trompeuses ou infondées”

Toujours dans ce domaine de la consommation durable, la Commission a annoncé dans la foulée vouloir bannir les étiquettes et labels “verts” trompeurs. “T-shirt fabriqué à partir de bouteilles plastique recyclées”, “Livraison compensée en CO<sub>2</sub>” ou “crème solaire respectueuse de l’océan”... “Lorsque les consommateurs voient ces affirmations, il leur est très difficile de séparer la vérité de la fiction. Dans les T-shirts fabriqués à partir de bouteilles recyclées, très souvent, il n’y a que 1 %, voire moins, de matière recyclée. Et c’est ce que nous voulons éviter”, a expliqué le commissaire à l’Environnement, Virginijus Sinkevičius. Actuellement, dans l’UE, 53 % des allégations vertes sur les produits et services sont “vagues, trompeuses ou non fondées” ; 40 % ne se basent sur aucune preuve. Et la moitié des 230 labels durables dans l’UE manquent de vérification. Résultat : le consommateur s’en méfie fortement.

Selon la proposition, les allégations devront être étayées par des preuves scientifiques “largement reconnues”, identifiant les impacts environnementaux pertinents et tout compromis entre eux. Les États membres seront chargés de mettre en place des processus de vérification, réalisés par des vérificateurs indépendants et accrédités. De même, afin d’éviter leur “prolifération”, les nouveaux systèmes de certification “verte” ne seront plus permis, à moins qu’ils ne soient développés au niveau européen, et qu’ils soient plus ambitieux que les actuels. Les labels existants devront se conformer aux nouvelles règles. Des ONG ont notamment regretté que les allégations spécifiques sur la neutralité et la compensation carbone – les producteurs achètent des crédits carbone ou plantent des arbres pour compenser leur propre impact – n’aient pas été totalement interdites. La proposition de directive sera à présent soumise au Parlement européen et au Conseil.

So. De.

## EN BREF

### Cancer

#### Découverte d’une protéine contrôlant la résistance à la chimiothérapie

Des chercheurs de l’Université libre de Bruxelles (ULB), menés par le Pr Cédric Blanpain, ont découvert une protéine qui contrôle la résistance à la chimiothérapie des cellules cancéreuses. “C’était particulièrement excitant de comprendre les mécanismes qui permettent aux cellules cancéreuses de résister à la chimiothérapie, ouvrant la voie au développement de nouvelles stratégies thérapeutiques plus efficaces pour combattre le cancer”, a commenté Maud Debaugny, la première auteure de cette étude qui est parue mercredi dans la revue *Nature*.

### Mathématiques

#### Le prix Abel à un spécialiste argentin-américain

Le prix Abel de mathématiques a couronné mercredi l’Argentino-américain Luis Caffarelli, professeur à l’Université du Texas et spécialiste des “équations aux dérivées partielles” qui permettent de décrire des phénomènes aussi différents que l’écoulement de l’eau ou la croissance des populations. Ce type d’équation modélise la façon dont plusieurs variables changent les unes par rapport aux autres et est utilisée dans de multiples domaines, de l’ingénierie à la physique en passant par l’économie et la biologie. L’académie a en particulier salué les contributions du lauréat, pendant plus de 40 ans, à la théorie de la régularité. Baptisé en hommage au mathématicien norvégien Niels Henrik Abel (1802-1829) et doté de 7,5 millions de couronnes (662 000 euros), le prix sera formellement remis à Oslo le 23 mai. (AFP)

### Transition

#### Satish Kumar de passage en Belgique

Cofondateur du “Schumacher College”, le penseur écologiste Satish Kumar fait étape à Ottignies-Louvain-la-Neuve ce samedi. Dans la matinée, il participera à un dialogue avec Olivier De Schutter (rapporteur spécial de l’Onu sur l’extrême pauvreté et les Droits de l’homme.) et Sabine Denis (maître de conférences à la Louvain School of Management) sur le thème de la transition dans nos entreprises et organisations. Inscriptions via [valuestoaction@gmail.com](mailto:valuestoaction@gmail.com).

tions novatrices et d’exploiter les gains d’efficacité”, notent les auteurs.

Malgré cela, les accords de gestion au niveau des bassins accusent un retard aux niveaux territorial et national tandis que la gestion des aquifères affiche un retard encore plus important. Fin 2022, l’Unesco assurait en effet que sur les 468 aquifères transfrontaliers répertoriés dans le monde, seuls 6 sont gérés par des accords et des mécanismes de coordination entre les États concernés.

“Il est urgent d’établir de solides mécanismes internationaux pour éviter que la crise mondiale de l’eau ne devienne incontrôlable. L’eau est notre avenir commun et il est essentiel d’agir ensemble pour la partager équitablement et la gérer durablement”, plaide la Directrice générale de l’Unesco, Audrey Azoulay. “Il y a beaucoup à faire et le temps ne joue pas en notre faveur”, déclare quant à lui Gilbert F. Houngbo, Président d’Onu-Eau et Directeur général de l’Organisation internationale du travail. “Ce rapport démontre notre ambition et nous devons à présent nous rassembler et intensifier l’action. C’est le moment pour nous de faire la différence”, conclut-il.

Aurélié Demesse